

Anarchisme et décolonisation en Algérie. Le Mouvement libertaire nord-africain (1950-1956)

Pierre-Jean Le Foll Luciani

2019

Table des matières

Entre métropole et Algérie. De la 13e région de la Fédération anarchiste au Mouvement libertaire nord-africain	4
Un groupuscule. Membres et audience du MLNA	5
Entre anticolonialisme et représentations coloniales. Regards libertaires sur l'Algérie colonisée	8
Le MLNA et le nationalisme algérien. De l'opposition au « soutien critique »	11
Le MLNA et l'insurrection algérienne (1954-1956)	13

Le Mouvement libertaire nord-africain (MLNA) est le seul courant anarchiste d'Algérie focalisé sur la question coloniale dans l'après-guerre. Groupuscule composé d'une dizaine d'hommes majoritairement issus de familles européennes ou juives d'Algérie, son expérience est symptomatique des difficultés des courants anarchistes, mais aussi d'autres idéologies et mouvements politiques importés d'Europe, à pénétrer dans les sociétés colonisées. Cependant, elle permet aussi de saisir comment le contexte de radicalisation de la lutte anticoloniale influe sur la reformulation des idées et la reconfiguration des stratégies des organisations algériennes. Entre 1950 et 1956, les anarchistes du MLNA basculent en effet du rejet radical du nationalisme algérien au « soutien critique » aux insurgés.

La décennie qui court de la sortie de la Seconde Guerre mondiale aux premiers temps de la guerre d'indépendance algérienne (1954-1962) est marquée par un foisonnement politique inédit au sein du mouvement anticolonialiste algérien. Ces années de recomposition et d'ouverture des possibles contrastent fortement avec la fermeture du champ anticolonialiste imposée au début de la guerre d'indépendance par la répression française et par les prétentions hégémoniques du Front de libération nationale (FLN). Cette décennie a gagné en visibilité et en intelligibilité ces dernières années. D'une part, les études consacrées aux courants nationalistes dits réformistes et au communisme algérien permettent de sortir d'une focalisation sur le courant nationaliste radical dominant¹. D'autre part, les contradictions internes au nationalisme radical sont de mieux en mieux connues². Enfin, les travaux portant sur la petite minorité de chrétiens et de juifs d'Algérie anticolonialistes³, ainsi que sur les socialistes situés dans un « entre-deux, ni anticolonialiste ni purement colonialiste⁴ », permettent d'appréhender les ressorts de la participation de citoyens français d'Algérie à la contestation de l'ordre colonial. Sans occulter les clivages idéologiques, cette historiographie met en lumière l'importance des circulations, des alliances et des interactions interindividuelles et inter-organisationnelles au sein du champ anticolonialiste algérien. Ces interactions, qui se produisent avant tout sur le sol algérien, mettent aussi en relation l'Algérie avec la France métropolitaine et d'autres mondes (communiste, colonial ou musulman).

Partie prenante de ce mouvement, les courants anarchistes d'Algérie restent peu connus. Si leurs structures et leurs activités ont fait l'objet d'un recensement à partir d'un travail sur la presse et les archives policières⁵, leur place singulière dans le champ politique algérien reste à étudier. Le seul courant anarchiste d'Algérie focalisé sur la question coloniale est le Mouvement libertaire nord-africain (MLNA). La trajectoire de ce mouvement peut sembler à plus d'un titre marginale. Créé à Alger en janvier 1950 et dissous par ses membres à l'été 1956, le MLNA a eu une vie brève. Surtout, il peut être

1. Allison Drew, *We Are No Longer in France : Communists in Colonial Algeria*, Manchester, Manchester University Press, 2014, 311 p.; Charlotte Courreye, « L'Association des oulémas musulmans algériens et la construction de l'État algérien indépendant : fondation, héritages, appropriations et antagonismes (1931-1991) », thèse, Université Sorbonne Paris Cité et INALCO, 2016, 852 p.; Malika Rahal, *L'UDMA et les Udmistes. Contribution à l'histoire du nationalisme algérien*, Alger, Barzakh, 2017, 520 p.; Alain Ruscio, *Les communistes et l'Algérie. Des origines à la guerre d'indépendance, 1920-1962*, Paris, La Découverte, 2019, 661 p.

2. Ali Guenoun, « Une conflictualité interne au nationalisme radical algérien : "la question berbère-kabyle" de la crise de 1949 à la lutte pour le pouvoir en 1962 », thèse, université Paris 1, 2015, 382 p.; Nedjib Sidi Moussa, *Algérie, une autre histoire de l'indépendance. Trajectoires révolutionnaires des partisans de Messali Hadj*, Paris, Presses universitaires de France, 2019, 336 p.

3. Pierre-Jean Le Foll-Luciani, *Les Juifs algériens dans la lutte anticoloniale. Trajectoires dissidentes (1934-1965)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015, 541 p.; Darcie Fontaine, *Decolonizing Christianity : Religion and the End of Empire in France and Algeria*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016, 251 p.

4. Claire Marynowier, *L'Algérie à gauche. 1900-1962*, Paris, Presses universitaires de France, 2018, 272 p.

5. Philippe Bouba, « L'anarchisme en situation coloniale : le cas de l'Algérie. Organisations, militants et presse (1887-1962) », thèse, universités de Perpignan Via Domitia et Oran-Es Senia, 2014, 366 p.

qualifié de groupe ultra-minoritaire. Composées tout au plus d'une dizaine d'hommes, ses troupes sont encore plus réduites à partir de novembre 1954 du fait de dissensions face à l'insurrection algérienne. Et malgré le souhait du mouvement de recruter parmi les colonisés, ses membres sont très majoritairement des citoyens français issus de familles européennes ou juives d'Algérie. Son expérience est, en ce sens, symptomatique des difficultés des anarchistes de l'ensemble des empires coloniaux à « pénétrer dans les milieux colonisés » du fait d'« obstacles apparemment infranchissables⁶ », selon les termes d'une motion du congrès de 1947 de la Fédération anarchiste (FA), organisation de France métropolitaine dont est issu le MLNA.

Au sein du champ anticolonialiste algérien, cette question de l'ancrage dans la société colonisée est commune aux anarchistes et aux communistes. Ces derniers disposent certes d'un poids social incomparablement plus important, puisque le Parti communiste algérien (PCA) regroupe en 1954 environ 12 000 adhérents, dont plus de la moitié sont des colonisés. Mais les organisations communistes comme anarchistes ont été fondées par des Français d'Algérie et ont d'abord fonctionné comme des sections locales de structures françaises. Bien plus, communistes et anarchistes ont en commun de s'appuyer sur une idéologie, un langage et des référents politiques nés dans les sociétés industrialisées d'Europe et en décalage avec le nationalisme. Dès lors, anarchistes et communistes hésitent pareillement quant à l'attitude à adopter face au courant nationaliste radical dominant. S'ils ne partagent ni l'idéologie, ni les perspectives politiques des nationalistes, ils ne peuvent en effet s'en tenir à l'écart dans la mesure où ils souhaitent exercer une influence sur la société algérienne et contribuer à la lutte anticolonialiste. Au-delà des anarchistes et des communistes, ce questionnement peut être élargi à l'ensemble des organisations et des individus opposés à la domination coloniale lorsqu'ils sont pris de court par la minorité d'activistes qui déclenchent l'insurrection de 1954.

En ce sens, l'étude du MLNA permet de saisir comment le contexte de radicalisation de la lutte anticolonialiste influe sur la reformulation des idées et la reconfiguration des stratégies des organisations politiques algériennes. *A priori* hostile aux formes d'organisation, aux idées et aux projets de société des nationalistes, le MLNA a en effet élaboré durant sa courte existence un regard et des stratégies politiques spécifiques, qui l'ont conduit du rejet radical du nationalisme au « soutien critique » aux insurgés.

Entre métropole et Algérie. De la 13e région de la Fédération anarchiste au Mouvement libertaire nord-africain

Les informations dont on dispose sur les membres et les activités du mouvement anarchiste en Algérie après 1945 sont limitées. Les groupes les plus importants sont constitués de réfugiés espagnols, qui représentent peut-être 1 000 individus sur les 7 000 anti-franquistes ayant gagné l'Algérie en 1939. Focalisés sur la situation espagnole et l'espoir d'un retour au pays, ces groupes restent en marge des enjeux algériens⁷. Ils diffèrent en ce sens de la 13e région de la Fédération anarchiste (FA). Créée en 1945 en France, la FA compterait 400 militants en métropole en 1950, et son journal *Le Libertaire* tirerait entre 20 000 et 30 000 exemplaires⁸. Tout comme les socialistes à la fin du XIXe siècle et les communistes en 1920, les anarchistes proches de la FA et du *Libertaire* forment d'abord en Algérie une section locale d'une organisation métropolitaine. Au sein de cette

6. *Le Libertaire* du 20 novembre 1947.

7. David Porter, *Eyes to the South : French Anarchists and Algeria*, Oakland, AK Press, 2011, p. 22.

8. Sylvain Pattieu, *Les Camarades des frères. Trotskistes et libertaires dans la guerre d'Algérie*, Paris, Syllepse, 2002, p. 39-50.

13e région de la FA, censée couvrir les trois pays du Maghreb, seul le groupe d'Alger semble avoir une existence durable à partir de 1946-1947⁹. Ses activités – permanence hebdomadaire, réunion mensuelle, diffusion de journaux et de tracts, sorties et conférences publiques à l'Université populaire – sont peu nombreuses, peu relayées et/ou peu surveillées, au point que la 13e région disparaît régulièrement des colonnes du *Libertaire* et des archives policières.

Un changement important se produit en janvier 1950 : le Mouvement libertaire nord-africain (MLNA), nouvellement créé, remplace la 13e région de la FA. Les anarchistes reproduisent en ce sens un processus qu'avait connu l'organisation communiste d'Algérie en 1936 : jusqu'ici structure locale du Parti communiste français (PCF), elle s'était alors constituée en un Parti communiste algérien (PCA) dans le but évident de mieux s'ancrer dans la société locale et de ne plus être considérée par les colonisés comme une organisation française¹⁰. Ainsi, la naissance du MLNA prouve la volonté de créer une organisation détachée de la FA du fait de la spécificité de « l'Afrique du Nord »¹¹. Cette création trouve peut-être aussi sa source dans l'appartenance de militants d'Algérie au groupe clandestin Organisation pensée bataille (OPB). Créée au sein de la FA en 1949-1950, l'OPB souhaite renouveler les théories, les pratiques et les stratégies anarchistes. Elle donne naissance fin 1953 à la Fédération communiste libertaire (FCL). Rassemblant 200 à 300 militants, la FCL élabore une ligne politique et ambitionne de se transformer en un « parti » qui mêlerait anarchisme et léninisme. Cette perspective est refusée par une partie des anarchistes de France, qui constituent une nouvelle FA en 1954. À l'image des communistes du PCA, qui n'ont cessé d'avoir des liens étroits avec le « parti frère » de métropole, le MLNA conserve des relations constantes avec l'OPB puis avec la FCL. Les deux groupes s'affilient à l'Internationale communiste libertaire, et envisagent une tournée de meetings communs en Algérie en octobre 1954¹². Enfin, si le MLNA dispose d'un local à Alger et tire ses propres tracts, il ne possède pas d'organe de presse ; il s'exprime donc dans *Le Libertaire* à travers environ trente articles signés de ses membres entre juin 1950 et juin 1955. Il nous manque des informations sur les interactions concrètes et les influences mutuelles entre anarchistes d'Algérie et de France, mais on peut affirmer que MLNA et FCL constituent bien deux groupes d'une même mouvance.

Un groupuscule. Membres et audience du MLNA

Bien que censé fédérer des groupes dans l'ensemble du Maghreb, le MLNA ne semble être actif qu'à Alger et, secondairement, à Constantine. Qui sont ses militants ? En croisant les informations de la police, de la presse et des témoignages, il est possible d'identifier douze hommes qui ont été membres de la FA puis du MLNA. Parmi eux se trouvent seulement deux individus issus de familles de colonisés musulmans : Brahim Kouider (signalé à Tlemcen en 1948) et Salah Derbal (actif à Constantine en 1953-1955). On peut ajouter que Mohamed Saïl, militant anarchiste depuis l'entre-deux-guerres en banlieue parisienne et responsable de la commission anticolonialiste de la FA, est parfois présenté comme le correspondant du MLNA en France¹³. Né en 1894 en Kabylie et mort à Bobigny en 1953, cet ancien insurgé antifranquiste au sein de la colonne Durutti publie de

9. *Le Libertaire* des 20 et 27 novembre 1947.

10. Céline Marangé, « André Ferrat et la création du Parti communiste algérien (1931-1936) », *Histoire@Politique*, n° 29, mai-août 2016.

11. *Le Libertaire* du 2 juin 1950.

12. *Le Libertaire* du 21 octobre 1954.

13. *Le Libertaire* du 5 octobre 1951.

nombreux articles dans *Le Libertaire* sur l'Algérie et l'immigration algérienne¹⁴. Si ses analyses exercent une influence certaine sur les membres du MLNA, son appartenance au mouvement reste théorique. Il en va de même de deux autres militants colonisés immigrés en métropole. Le premier est Idir Amazit. Né en 1925 en Kabylie, engagé dans la France Libre en 1942, il devient après-guerre secrétaire de la Fédération de France de l'Union démocratique du Manifeste algérien (UDMA), parti nationaliste algérien créé en 1946 par Ferhat Abbas¹⁵. Entre 1951 et 1953, il publie en son nom une vingtaine d'articles dans *Le Libertaire*. S'il est incontestablement un sympathisant anarchiste, on ne peut affirmer, comme le font plusieurs notices biographiques, qu'il est membre du MLNA. Le second personnage est un certain Akli, auteur d'une dizaine d'articles dans *Le Libertaire* en 1955-1956, que le journal présente alternativement comme un « travailleur algérien en France¹⁶ » et comme son correspondant en Algérie.

Né en 1933 dans une famille juive algérienne faite citoyenne par le décret Crémieux de 1870, Jean-Pierre Saïd entre au MLNA à Alger en 1950 par l'intermédiaire d'amis des Auberges de jeunesse. Ce petit coursier, fils d'une sage-femme et d'un représentant de commerce, se souvient de réunions rassemblant une dizaine de personnes, dont une grande majorité d'« Espagnols¹⁷ ». De fait, la guerre d'Espagne revient régulièrement dans les tracts et les réunions de la FA locale jusqu'en 1950. Et parmi les militants de la FA puis du MLNA se trouvent aussi bien des réfugiés antifranquistes que des Français d'Algérie d'origine espagnole. Ainsi, la police interpelle en 1949 un certain Miguel Ferre, manœuvre « espagnol naturalisé français¹⁸ » qui collait des tracts de la FA. En 1954-1955, Léandre Valero, ouvrier et fils d'anarchiste espagnol, est pour sa part l'un des principaux animateurs du MLNA à Alger puis à Constantine. Né à Oran en 1923, ancien combattant des Forces françaises libres, Léandre Valero a travaillé et milité en France jusqu'en 1954, et il aurait apporté un soutien matériel clandestin aux troupes du Vietminh alors qu'il était militaire en Indochine en 1946¹⁹.

Les membres connus de la FA et du MLNA sont majoritairement des ouvriers ou des petits employés. Mais les militants les plus visibles dans la presse sont les instituteurs Guy Martin et Fernand Doukhan. Animateurs de la tendance minoritaire *L'École émancipée* au sein du Syndicat national des instituteurs (SNI), ils publient chaque mois des tribunes dans *L'École républicaine*, journal de la section d'Alger du SNI. Guy Martin, né en 1921 mais dont on ignore les origines et la trajectoire, est instituteur à Marengo (Hadjout, à 75 km d'Alger) en 1948-1949. Il demeure en Algérie au moins jusqu'en 1954-1955, puis il est instituteur au Maroc en 1957-1958, époque à laquelle il se décrit comme « un intellectuel petit bourgeois mais [...] aussi et surtout un transfuge de [sa] classe²⁰ ». Né en 1913 dans une famille juive algérienne, fils d'un peintre et d'une enseignante religieuse de l'Alliance israélite, Fernand Doukhan sort de l'École normale de la Bouzaréah en 1933. Mobilisé en 1939, il est fait prisonnier en France puis en Allemagne. Instituteur à Alger à partir de 1945, il adhère à la 13e région de la FA en 1948 avant de devenir le principal animateur

14. Voir Mohamed Saïl, *Appels aux travailleurs algériens*. Textes recueillis et présentés par Sylvain Boulouque, Paris, Fédération Anarchiste-Groupe Fresnes-Antony, 1994, 20 p.

15. Notice « Ydir Amazit », site Internet des Amis et passionnés du Père-Lachaise, 18 février 2016.

16. *Le Libertaire* du 27 octobre 1955.

17. Entretien de l'auteur avec Jean-Pierre Saïd, Domazan, 16 juin 2011.

18. Archives nationales d'outre-mer, Aix en Provence (ANOM), Préfecture d'Alger, 91 3 F 60 : rapport de la police d'Alger, 2 août 1949.

19. Entretien avec Léandre Valero en 1992, repris dans *1954-1962, l'insurrection algérienne et les communistes libertaires*, Paris, Alternative Libertaire, 2006, p. 10-11.

20. ANOM, Préfecture d'Alger, 91 3 F 77 : lettre de Guy Martin (instituteur au cours complémentaire franco-musulman de Petitjean, Maroc) à Fernand Doukhan (interné au camp de Lodi), 21 janvier 1958, jointe à un rapport des RG du 13 février 1958 ; *L'École républicaine* de mai 1949 et mai 1955.

du MLNA²¹. Membre du bureau du SNI d'Alger entre 1949 et 1955, il affirme que les instituteurs sont parmi les mieux placés pour « évaluer les méfaits du colonialisme²² », car ils « touchent du doigt la misère des populations²³ ».

Quelle est l'audience de la FA, du MLNA et du *Libertaire* en Algérie ? D'après la police de Constantine, en 1954, 280 numéros du *Libertaire* seraient mis en vente chaque mois dans toute l'Algérie, dont la moitié seulement serait généralement écoulée²⁴. Quant aux réunions privées ou publiques de la FA et du MLNA à Alger, elles ne semblent être suivies que par une dizaine d'individus. Selon la terminologie de la police, ces derniers sont tous des « Européens », même si un rapport signale qu'une conférence à l'Université populaire d'Alger a attiré cinq « musulmans » sur seize auditeurs en janvier 1949²⁵. Il faut cependant ajouter qu'au-delà de ce petit noyau et des centaines de réfugiés anarchistes espagnols, les idées libertaires animent des groupes informels dispersés à travers l'Algérie, notamment au sein des Auberges de jeunesse. C'est le cas à Bougie (Bejaïa) où l'institutrice Arlette Bourgel, fille d'un employé de banque née en 1928 dans une famille juive maghrébine, se lie à quatre collègues venus de France, avec lesquels elle emménage dans une pension de famille. S'ils ne sont pas membres du MLNA, ces cinq instituteurs et institutrices anarchisants rendent compte en 1952 au *Libertaire* d'une initiative tout à fait exceptionnelle : un séjour d'un mois en France pour 17 jeunes filles musulmanes de Bougie²⁶. Approchée par des communistes et convaincue qu'il faut une organisation plus solide, Arlette Bourgel adhère au PCA à Bône (Annaba) en 1953, où elle se lie à des militants nationalistes²⁷. Jean-Pierre Saïd, qui fréquente lui aussi des nationalistes, quitte la même année le MLNA pour le PCA. Arrêté le 1er mai 1952 lors d'une manifestation interdite, il sympathise au commissariat avec des communistes employés d'*Alger Républicain*, où il est embauché comme journaliste à sa sortie de prison. Il décide de rejoindre le PCA, dans lequel il voit le seul lieu possible pour militer en nombre sur des bases anti-colonialistes avec « toutes les composantes de l'Algérie : des Arabes, des Berbères, des juifs, des pieds-noirs, des Espagnols²⁸ ». Le Constantinois Salah Derbal fait au même moment le chemin inverse. Né vers 1930 dans une famille musulmane, il adhère vers 1950 à l'Union de la jeunesse démocratique algérienne (organisation à direction communiste) puis rejoint le PCA, composé à Constantine d'environ 330 adhérents, dont une majorité de colonisés²⁹. Fêré de littérature marxiste et avide d'action, il milite dans un comité de chômeurs impulsé par les communistes et participe notamment à des affrontements avec la police à la bourse du travail de Constantine en 1952³⁰. La même année, il est condamné à cinq jours de prison pour « tapage injurieux » à la suite d'une vente à la criée. C'est, semble-t-il, à la suite d'une brouille personnelle avec un militant communiste qu'il quitte en septembre 1953 le PCA pour le MLNA, dont il semble alors être le seul animateur à Constantine³¹.

21. Nathalie Funès, *Mon oncle d'Algérie*, Paris, Stock, 2010, 158 p.

22. *Le Libertaire* du 8 décembre 1950.

23. *L'École républicaine* de mai 1952.

24. P. Bouba, « L'anarchisme en situation coloniale... », *op. cit.*, p. 114-115.

25. *Ibid.*, p. 98-99.

26. *Le Libertaire* du 9 mai 1952.

27. Entretien de l'auteur avec Arlette Beckouche (née Bourgel), Montreuil, 23 avril 2007.

28. Entretien de l'auteur avec Jean-Pierre Saïd, Domazan, 16 juin 2011.

29. ANOM, Gouvernement général, 10 CAB 153 : liste de militants du PCA établie par les Renseignements généraux (RG) de Constantine, 17 octobre 1952.

30. Entretien de l'auteur avec William Sportisse (ancien dirigeant du PCA à Constantine), Villejuif, 3 juin 2014.

31. ANOM, Préfecture de Constantine, 93 3 F 18 : dossier sur le MLNA à Constantine ; P. Bouba, « L'anarchisme en situation coloniale... », *op. cit.*, p. 286-287.

À travers ces quelques trajectoires apparaissent trois éléments. D'une part, le caractère groupusculaire du MLNA : son poids numérique est extrêmement faible, *a fortiori* parmi les colonisés. D'autre part, la mobilité de ses militants et sympathisants entre colonie et métropole, et entre organisations de France et d'Algérie, qui évoque celle de militants des autres courants anticolonialistes. Enfin, les liens interpersonnels entre ces anarchistes, des communistes et des nationalistes, ainsi que les circulations de certains individus d'une organisation algérienne à une autre. Ces liens témoignent de l'inscription des anarchistes du MLNA, même de manière marginale, dans le jeu politique de l'anticolonialisme algérien.

Entre anticolonialisme et représentations coloniales. Regards libertaires sur l'Algérie colonisée

En janvier 1949, lors d'une réunion publique, un membre de la FA d'Alger regrette que « sa Fédération n'ait pas [encore] abordé le problème algérien³² ». Il est vrai qu'à cette date, les conférences de la 13e région de la FA ont pour objectif de diffuser une culture anarchiste élémentaire : « Ni Dieu ni Maître », « Fédéralisme libertaire », « Réformisme et syndicalisme révolutionnaire », « Marxisme et anarchisme³³ ». En 1949, deux conférences abordent toutefois la situation algérienne, dont une consacrée à la « question agraire³⁴ ». Le MLNA, qui ambitionne de prendre « un caractère de plus en plus Nord-Africain », appelle à partir de 1950 à constituer une base documentaire pour définir les « principes libertaires face aux problèmes spécifiquement nord-africains³⁵ ». Ainsi, le nouveau mouvement se présente comme en phase de recherche face à la question coloniale en Algérie³⁶. Les publications de ses membres permettent de suivre leurs constances, leurs inflexions, mais aussi leurs hésitations.

Les anarchistes d'Algérie sont constants dans leur dénonciation de ce qu'ils nomment « l'enfer colonial » ou « le calvaire nord-africain³⁷ » : exploitation économique, dépossession foncière, discrimination raciale, sous-scolarisation, trucages électoraux, massacres, tortures, répression. Ces dénonciations sont identiques à celles menées en France par la FA puis par la FCL, qui publient dans chaque numéro du *Libertaire* à partir de 1949 des articles consacrés aux colonies françaises. Le discours des anarchistes, virulent, se distingue de celui des nationalistes et des communistes algériens en ce qu'il brandit des promesses de violence. Ainsi, Fernand Doukhan appelle à « l'action directe » afin de faire « rendre gorge aux gros colons sur-exploiteurs et à leurs valets de la haute-administration³⁸ ». Pour sa part, Mohamed Saïl, qui écrit que « la violence appelle la violence³⁹ », exhorte à se « venger⁴⁰ » contre l'administration et ses auxiliaires colonisés, qu'il qualifie de « collabos⁴¹ » et de « traîtres » méritant la pendaison⁴². Il promet même aux « colonialistes d'Algérie » « la valise ou le cercueil⁴³ », et écrit aux Français mécontents de la présence d'Algériens en France qu'ils n'ont qu'à faire pression sur

32. P. Bouba, « L'anarchisme en situation coloniale... », *op. cit.*, p. 98-99.

33. *Le Libertaire* des 18 juin 1948, 20 janvier et 17 février 1950.

34. P. Bouba, « L'anarchisme en situation coloniale... », *op. cit.*, p. 99-100.

35. *Le Libertaire* du 14 juillet 1950.

36. Élément réaffirmé dans *Le Libertaire* du 28 septembre 1951.

37. Ces deux expressions apparaissent dans le titre de plusieurs articles du *Libertaire* à partir de 1951.

38. *Le Libertaire* du 8 décembre 1950.

39. *Le Libertaire* du 1er février 1952.

40. *Le Libertaire* du 20 juillet 1951.

41. *Le Libertaire* du 28 septembre 1951.

42. *Le Libertaire* du 16 février 1951.

43. *Le Libertaire* du 14 septembre 1951.

leurs gouvernants « pour que tous les Européens déménagent de chez nous (et s'il le faut, après avoir détruit leurs prétendues réalisations, mais restitué nos terres)⁴⁴ ». La radicalité de Mohamed Saïl, peut-être liée à son éloignement de la terre natale, contraste avec les affirmations des dirigeants nationalistes et communistes, selon lesquels les Français d'Algérie auront une place dans l'Algérie décolonisée⁴⁵. Mais elle diffère aussi des propos de ses camarades d'Alger issus de familles européennes ou juives. En 1949, l'un d'eux affirme que l'« indépendance de l'Algérie et de l'Afrique du Nord doit se faire [...] au profit de toutes les personnes qui peuplent l'Afrique du Nord sans distinction de race ni de religion⁴⁶ ». Quant à Fernand Doukhan, il écrit souhaiter une « vraie solidarité de tous les éléments ethniques du syndicalisme algérien⁴⁷ », même si Guy Martin dénonce le « spectacle affligeant » de la force du « colonialisme » et du « racisme » parmi les Français d'Algérie⁴⁸.

Les propos sont plus hésitants encore lorsque ces militants ont à traiter de la société colonisée. S'affirmant contre l'« oppression capitaliste, étatique et religieuse⁴⁹ », les anarchistes plaident pour une société sans État, sans classe et sans religion. Ils recherchent donc dans la société colonisée ce qui peut faire obstacle ou au contraire favoriser ce projet. En 1949, Mohamed Saïl exalte ainsi ce qu'il identifie comme les pratiques et les potentialités libertaires de la société kabyle. À cette époque, le principal parti nationaliste, le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), entre en crise lorsque des militants, surtout d'origine kabyle, remettent en cause le fonctionnement, l'idéologie et les perspectives politiques du parti. Parce que ces militants souhaitent que la composante berbère soit reconnue comme partie intégrante de l'identité nationale algérienne, la direction du MTLD les stigmatise comme « régionalistes » et « berbéristes », et les exclut du parti⁵⁰. De leur côté, les anarchistes ne se soucient aucunement de la question de la définition de la nation, concept auquel ils s'opposent : ils évoquent sans plus de précision un « peuple algérien » et ne se prononcent pas clairement sur la place des différents groupes ethnolinguistiques ou religieux dans l'Algérie décolonisée. Sans craindre d'aviver les conflits qui traversent le MTLD, Mohamed Saïl se félicite de ce qu'il nomme la faible arabisation et la faible islamisation des Kabyles. Ses propos font écho au discours ethnologique colonial connu sous le nom de « mythe kabyle », selon lequel les Kabyles seraient plus perméables que les Arabes à l'influence culturelle européenne, à l'acceptation de la domination coloniale et à la christianisation⁵¹. Mais Mohamed Saïl propose une sorte de réactualisation libertaire de ce mythe. Pour lui, la société villageoise kabyle est marquée par une auto-organisation non autoritaire, l'absence de classes sociales, une faible pratique religieuse et une moindre domination masculine⁵². Décrivant « le caractère instinctivement et profondément libertaire qui détermine [leurs] rapports sociaux et économiques⁵³ », il affirme que les Kabyles n'ont jamais eu de respect pour l'autorité étatique, qu'elle soit arabe, turque ou française. En 1951, écrivant qu'« Allah est en déroute » dans l'immigration algérienne en France, il affirme que les Kabyles sont « [capables] d'entraîner le reste du peuple algérien dans la révolte contre toute forme

44. *Le Libertaire* du 29 juin 1951.

45. Pierre-Jean Le Foll-Luciani, *Les juifs algériens dans la lutte anticoloniale...*, op. cit., p. 122-129.

46. P. Bouba, « L'anarchisme en situation coloniale... », op. cit., p. 98-99.

47. *L'École républicaine* de mai 1949.

48. *Le Libertaire* du 22 juillet 1949.

49. *Le Libertaire* du 2 juin 1950.

50. Ali Guenoun, « Une conflictualité interne au nationalisme radical algérien... », op. cit., p. 123-193.

51. Voir Yassine Tamlali, *La genèse de la Kabylie. Aux origines de l'affirmation berbère en Algérie*, Alger, Barzakh, 2015, 309 p.

52. *Le Libertaire* du 27 mai 1949.

53. *Le Libertaire* du 10 juin 1949.

de centralisme autoritaire » ; il ajoute que « la grande masse des travailleurs kabyles sait qu'un gouvernement musulman, à la fois religieux et politique, ne peut revêtir qu'un caractère féodal », et se réjouit de l'idée selon laquelle l'Algérie décolonisée serait « ingouvernable au sens religieux, politique et bourgeois du mot⁵⁴ ».

Sous la plume de Guy Martin, ces affirmations essentialistes et optimistes d'ordre ethnologique sont contrebalancées par d'autres affirmations tout aussi essentialistes mais pessimistes sur la force, parmi les colonisés, du « fatalisme coranique, pire encore que la résignation chrétienne⁵⁵ ». Les anarchistes du MLNA s'aventurent ainsi sur un terrain impensable pour la grande majorité des nationalistes, et que les communistes du PCA n'ont jamais emprunté malgré l'athéisme de la majorité d'entre eux. En 1949-1951, Guy Martin fustige « l'Église islamique⁵⁶ », les croyances et les pratiques religieuses, dont il se désole qu'elles constituent un terrain défavorable au développement de l'anarchisme. Il dénonce l'inculcation par les religions de la « résignation » et du « respect du Chef⁵⁷ ». Il attaque tout autant les agents du culte musulman choisis par l'administration coloniale que l'association des Oulémas, composante du mouvement national algérien, qu'il présente comme flirtant avec la collaboration⁵⁸. Exaltant l'« esprit révolutionnaire » qui aurait existé en Algérie à « l'ère chrétienne » et dans la résistance de la Kahena à la conquête arabo-musulmane, il affirme que « dix siècles d'islamisme dont la tendance fut centraliste et la réalité féodale » ont insufflé un « esprit de soumission à l'autorité ». L'islamisation aurait ainsi réduit l'« esprit révolutionnaire », qui n'existerait plus qu'« à l'état larvé » au sein du prolétariat urbain⁵⁹. Ce discours antireligieux s'accompagne d'actes : lors de la mort de Mohamed Saïl en avril 1953, suivie de son enterrement au cimetière musulman de Bobigny, ses camarades de France entrent en conflit avec sa famille qui souhaite organiser une cérémonie religieuse⁶⁰.

Guy Martin affirme aussi que « la » femme musulmane est un « esclave, un être soumis, cloîtré et inculte⁶¹ ». Avec un vocabulaire moins outrancier, les enseignants anarchistes de Bougie se félicitent du fait que les jeunes filles qu'ils ont accompagnées en Savoie ont pu y découvrir une condition féminine « libre » et, pour deux d'entre elles, « éviter » le port du voile islamique à leur retour⁶². Si elle n'est pas totalement absente des rangs nationalistes, cette dénonciation de la condition des femmes musulmanes place les anarchistes dans une position délicate. Les critiques des structures patriarcales de la société musulmane sont en effet dénoncées par les dirigeants nationalistes comme un soutien objectif à la domination coloniale⁶³. De fait, malgré leur radicalité anticoloniale, les propos de Guy Martin confinent parfois au paternalisme racial. Il évoque ainsi les « Musulmans sincères, évolués, ouverts aux idées nouvelles, mais attachés aussi aux vieilles coutumes, désagréables⁶⁴ ». Ailleurs, insistant sur le « rôle éducatif » des anarchistes français, il écrit que c'est avant tout au contact d'ouvriers métropolitains que les ouvriers « musulmans » d'Algérie pourront devenir des « révolutionnaires⁶⁵ ». Sous sa plume, les militants libertaires deviennent des missionnaires chargés de mener « une belle œuvre de débour-

54. *Le Libertaire* du 16 février 1951.

55. *Le Libertaire* du 22 juillet 1949.

56. *Le Libertaire* du 11 août 1950.

57. *Le Libertaire* du 22 juillet 1949.

58. *Le Libertaire* du 11 août 1950.

59. *Le Libertaire* du 30 mars 1951.

60. *Le Libertaire* du 20 mai 1954.

61. *Le Libertaire* du 22 juillet 1949.

62. *Le Libertaire* du 9 mai 1952.

63. Neil MacMaster, *Burning the Veil : The Algerian War and the « Emancipation » of Muslim Women, 1954-1962*, Manchester, Manchester University Press, 2009, p. 27-57.

64. *Le Libertaire* du 22 juillet 1949.

65. *Le Libertaire* du 30 mars 1951.

rage de crâne » à l'encontre du « conformisme », de la « bigoterie » et du « chauvinisme ⁶⁶ » des colonisés.

Le discours de ces anarchistes oscille ainsi entre trois tonalités : la dénonciation radicale de la colonisation, des propos ethnologiques essentialistes influencés par des représentations coloniales, et des attaques non dénuées de condescendance contre les structures sociales et les mentalités des colonisés. Si la première tonalité empêche tout dialogue avec la masse des Français d'Algérie, les deux autres contribuent à rendre improbable l'adhésion de nombreux colonisés au mouvement. Il est d'ailleurs significatif que les notes de renseignements sur le MLNA soient classées par la préfecture de Constantine dans un dossier sur les « Mouvements européens de tendance progressiste ⁶⁷ », alors même que son animateur dans la ville est un colonisé, Salah Derbal. Courant minoritaire en métropole, l'anarchisme ne peut l'être que davantage encore en Algérie. L'anticolonialisme du MLNA peut toutefois entraîner des échanges entre anarchistes et nationalistes, et sortir les premiers de leur isolement.

Le MLNA et le nationalisme algérien. De l'opposition au « soutien critique »

Dénonçant l'idée de nation comme un artifice visant à assurer la domination étatique et capitaliste, les anarchistes se montrent virulents à l'égard du nationalisme algérien. En 1951, renvoyant dos à dos « l'exploitation colonialiste ou nationaliste ⁶⁸ », ils considèrent le mot d'ordre d'indépendance nationale de l'Algérie comme un « hochet ⁶⁹ ». Guy Martin, Mohamed Saïl, Fernand Doukhan et Salah Derbal s'en prennent à tous les courants du mouvement national, accusés d'être prisonniers d'enjeux politiques et de se préparer à être les « futurs maîtres ⁷⁰ ». En 1949, le MTLN, parti nationaliste radical dominant qui regroupe plus de 20 000 adhérents derrière son leader Messali Hadj, est qualifié de « parti théocratique, raciste et féodal », qui défend un « Islamisme nationaliste étroit » et neutralise les « révolutionnaires sincères » qui le composent ⁷¹. L'Union démocratique du Manifeste algérien (UDMA), qui regroupe environ 3 000 membres derrière la figure de Ferhat Abbas, est dénoncée comme un parti réformiste et bourgeois qui ne vise qu'à singer la République française ⁷². S'ils défendent tout comme les anarchistes la nécessité de lier anticolonialisme et libération socio-économique, les communistes algériens « stalinien » subissent les attaques les plus violentes. Qualifié de « totalitaire ⁷³ », le PCA est accusé de servir l'« impérialisme » soviétique, de domestiquer la CGT et de dépendre d'un PCF présenté comme « colonialiste ». Mohamed Saïl va jusqu'à attribuer une responsabilité au PCF dans les massacres du Nord-Constantinois de mai-juin 1945 ⁷⁴. Salah Derbal et lui qualifient les militants du PCA de « traîtres à la cause du peuple algérien ⁷⁵ » et de « serviteurs des intérêts colonialistes et militaires français ⁷⁶ ».

66. *Le Libertaire* du 3 août 1951.

67. ANOM, Préfecture de Constantine, 93 3 F 18. Je souligne.

68. ANOM, Préfecture d'Alger, 91 3 F 60 : « Algériens ne votez pas. Voter c'est capituler », tract du MLNA joint à un rapport des RG d'Alger du 1er février 1951.

69. *Le Libertaire* du 12 janvier 1951.

70. *Le Libertaire* du 3 août 1951.

71. *Le Libertaire* du 22 juillet 1949.

72. *Le Libertaire* des 14 juillet 1950, 14 octobre 1954 et 6 janvier 1955.

73. *Le Libertaire* du 9 février 1951.

74. *Le Libertaire* des 15 juin et 14 septembre 1951.

75. *Le Libertaire* du 14 octobre 1954.

76. *Le Libertaire* du 10 juin 1949.

Ce rejet en bloc des partis, classique du discours anarchiste, n'interdit pas des réflexions stratégiques. Étant donné leur poids minime dans la société algérienne, les anarchistes ne peuvent en effet espérer porter des coups à la domination coloniale en se coupant radicalement des autres forces anticolonialistes. Ces réflexions stratégiques ne sont pas propres aux contextes coloniaux. À l'occasion du trentenaire de la révolution russe de 1917, la FA affirme ainsi que si les anarchistes sont hostiles à la direction des luttes par un parti et à l'objectif de prise du pouvoir étatique, ils se doivent de participer à « l'action des masses [...] avec la plus grande énergie » :

« Nous ne pouvons pas nous mettre à l'écart des masses révolutionnaires, même si elles ne suivent pas notre chemin ni nos appels, même si nous prévoyons l'échec du mouvement⁷⁷. »

Cette position s'affirme à l'égard des luttes anticoloniales à partir de 1951, mais elle n'est défendue après 1953 que par la FCL et le MLNA, les membres de la nouvelle FA refusant tout soutien aux nationalistes des colonies.

Dès 1949, Guy Martin écrit que « la lutte contre le nationalisme ne sera efficace que lorsque le colonialisme et l'impérialisme auront été abattus⁷⁸ ». Forts de cette affirmation, les anarchistes peuvent envisager des alliances avec des nationalistes en fonction de ce qu'ils estiment être les étapes de la « lutte révolutionnaire ». Cette stratégie implique nécessairement un changement d'attitude à l'égard des autres forces anticolonialistes. En ce sens, la position des anarchistes n'est pas sans rappeler celle des communistes algériens : après s'être opposés au nationalisme en 1944-1945, ils tentent de créer l'unité avec les partis nationalistes pour participer à la lutte anticoloniale, recruter au sein de la population colonisée et négocier leur place dans le futur État⁷⁹. Cette question des alliances devient centrale en contexte répressif. En 1950-1951, le MLNA s'affirme solidaire des communistes et des nationalistes poursuivis devant les tribunaux, et se félicite des tentatives d'unité du mouvement national. Certes, Guy Martin précise qu'« il ne peut être question d'union sacrée des oppositionnels au colonialisme », car cela reviendrait à « [soutenir] une catégorie d'exploiteurs futurs contre les exploiters capitalistes présents⁸⁰ ». Il est toutefois frappant de constater qu'à partir de 1950-1951, *Le Libertaire* reprend des publications des nationalistes du MTLN⁸¹ et ouvre ses colonnes à Idir Amazit, cadre de l'UDMA. Ce dernier fait l'éloge de dirigeants de son organisation, tout en précisant après quelques numéros qu'il ne s'exprime pas en son nom⁸². Franchissant un cap en mai 1952, Fernand Doukhan affirme l'urgence de participer avec les partis nationalistes et communiste à un front contre la répression⁸³.

Depuis la fin 1951, la FA puis la FCL défendent l'idée d'un soutien « indéfectible mais critique⁸⁴ » envers les nationalistes des pays colonisés : prenant acte du fait que « les masses » sont nationalistes, elles acceptent l'idée d'« émancipation nationale » et d'indépendance étatique comme une étape. Fustigeant désormais les « révolutionnaires de salon » qui renvoient dos à dos impérialisme et nationalisme⁸⁵, ils donnent parfois un contenu « révolutionnaire » à ce dernier, en affirmant que « le combat anticolonial c'est

77. *Le Libertaire* du 6 novembre 1947.

78. *Le Libertaire* du 22 juillet 1949.

79. A. Drew, *We Are No Longer in France...*, op. cit., p. 145-179.

80. *Le Libertaire* du 14 juillet 1950. Voir aussi *Le Libertaire* du 14 septembre 1951.

81. *Le Libertaire* des 27 janvier 1950, 4 décembre 1952, 28 mai et 10 septembre 1953, et 25 juin 1954.

82. *Le Libertaire* du 30 novembre 1951.

83. *L'École républicaine* de mai 1952.

84. *Le Libertaire* du 14 décembre 1951.

85. *Le Libertaire* du 11 décembre 1952.

la lutte de classe⁸⁶ ». Dès lors, la FA puis la FCL affirment que les anarchistes doivent « appuyer » ces mouvements « dans le sens de l'évolution révolutionnaire ou libertaire de ses éléments de base⁸⁷ », étant entendu qu'ils ne doivent pas masquer leurs objectifs ni s'interdire de critiquer les « bourgeoisies nationales » et les dirigeants nationalistes⁸⁸. Toutefois, dans le cas algérien, il est clair que les invectives du MLNA à l'égard des nationalistes se font beaucoup plus rares après 1952, de même que les attaques contre l'islam ou le patriarcat algérien. Ce changement de discours résulte à l'évidence de considérations stratégiques. Mais il découle peut-être aussi d'une connaissance plus fine des mouvements nationalistes acquise par des rencontres physiques au cours de manifestations de lutte contre la répression au début des années 1950.

C'est en avril 1953 que Fernand Doukhan précise la position de « soutien critique » du MLNA à l'égard des nationalistes. Écrivant que la « libération nationale » s'inscrit « dans le cours de l'histoire » et que « le "lumpen-prolétariat" dans sa presque totalité a adopté l'idéologie nationale », il affirme que les « syndicalistes révolutionnaires », bien qu'hostiles à l'idée de nation, doivent « [reconnaître] que les aspirations à la libération nationale de la part des travailleurs musulmans possèdent un contenu révolutionnaire ». Ils doivent donc « étudier sur des points précis les modalités d'action avec les partis nationalistes, représentants authentiques du prolétariat musulman, dans la phase de sa lutte anticolonialiste⁸⁹ ». À cette époque, le MTLN est au bord de la scission entre les tendances « messaliste » (regroupée derrière Messali Hadj) et « centraliste » (regroupée derrière le Comité central du parti). À la veille de l'insurrection, un responsable de la FCL écrit dans *Le Libertaire* un article plutôt favorable aux messalistes⁹⁰, tandis qu'à Alger, c'est *L'Algérie libre*, journal des messalistes, qui publie un communiqué du MLNA. Signé Fernand Doukhan, ce communiqué demande la libération de Messali et de tous les détenus politiques algériens. Souhaitant affirmer en toute circonstance la dimension « critique » de son soutien, le MLNA y souligne « le caractère transitoire de [la] lutte [anticolonialiste], qui ne doit comporter aucun compromis avec le néo-colonialisme social ou colonialisme éclairé, l'objectif permanent étant la prise de conscience révolutionnaire des masses coloniales contre l'exploitation et la répression actuelles et contre leur exploitation et répression futures⁹¹ ». Le déclenchement de l'insurrection algérienne va poser différemment cette question des « modalités d'action avec les partis nationalistes ».

Le MLNA et l'insurrection algérienne (1954-1956)

Au regard des articles publiés par la FCL et le MLNA dans les mois qui précèdent le 1er novembre 1954, le déclenchement de l'insurrection n'est pas une surprise pour les anarchistes : après avoir exalté la victoire du Vietminh à Diên Biên Phu, la FCL affirme dès juillet 1954 qu'une guerre a débuté au Maghreb et qu'elle sera remportée par les colonisés⁹². En novembre, le MLNA interprète immédiatement les premiers attentats comme le début d'une guerre d'indépendance. Aux côtés d'un article intitulé « Le massif de l'Aurès peut tenir », Fernand Doukhan publie dans *Le Libertaire* du 11 novembre 1954 un texte qui exalte l'insurrection. En partie repris dans une affiche de la FCL intitulée « Vive l'Algérie libre », ce texte est bien plus offensif que ceux qui sont alors publiés

86. *Le Libertaire* du 11 mars 1954.

87. *Le Libertaire* du 2 mai 1952.

88. *Le Libertaire* du 11 décembre 1952.

89. *L'École républicaine* d'avril 1953 (repris dans *Le Libertaire* du 14 mai 1953).

90. *Le Libertaire* du 9 septembre 1954.

91. *L'Algérie libre* du 29 octobre 1954.

92. *Le Libertaire* du 15 juillet 1954.

par les directions de l'UDMA, du PCA, et des deux tendances du MTLD. Quelque peu désorientés par le déclenchement de l'insurrection, ces partis s'en tiennent dans leurs premières proclamations publiques à une condamnation de la répression et au vœu de la satisfaction des « aspirations » de la population⁹³. Pour sa part, Fernand Doukhan légitime pleinement le recours aux armes. Il écrit :

« Le terrorisme est la conséquence, en Algérie, de 124 ans d'expropriation, de surexploitation, de répression, de massacres, d'hécatombes au service de la "mère-patrie", d'analphabétisme, d'étouffement de la personnalité culturelle et morale de l'Algérie, de l'hypocrisie démocratique et colonialiste. Le terrorisme, c'est le seul espoir des fellahs et ouvriers agricoles à 250 fr. par jour, des centaines de milliers de chômeurs, d'émigrés, refluant vers les bidonvilles, s'engageant dans une lutte à mort pour l'indépendance⁹⁴. »

Des articles au ton similaire se répètent à chaque numéro du *Libertaire*, entraînant des saisies et des poursuites contre les militants parisiens de la FCL. Ces derniers décident en juillet 1956 de mettre fin à la parution du journal et, pour certains, de passer à la clandestinité. Entre temps, la FCL a créé un Comité de lutte contre la répression colonialiste, qui donne naissance en juin 1955 au Mouvement de lutte anticolonialiste, dont la propagande est diffusée en Algérie⁹⁵. Pour sa part, le MLNA n'a jamais été aussi actif qu'entre novembre 1954 et juin 1955. Pourtant, l'insurrection a provoqué la défection de plusieurs militants : seuls Fernand Doukhan, Léandre Valero et le docker Jean Duteuil semblent être actifs à Alger, tandis que des tracts sont diffusés à Constantine, probablement par Salah Derbal⁹⁶.

Le premier pôle d'activité du MLNA durant la guerre d'indépendance est l'information et la propagande. Les articles du *Libertaire* qui exaltent chaque semaine la « résistance algérienne » en dressant le détail des actions armées sont accompagnés de la mention « Documentation fournie par le MLNA ». Par ailleurs, *Le Libertaire* publie cinq communiqués du MLNA et sept articles de Fernand Doukhan, auxquels il faut ajouter deux textes écrits par le même Fernand Doukhan et par Guy Martin dans le journal de leur syndicat. Ces textes insistent sur la lutte contre la répression, en affirmant que l'Algérie sera « bientôt un immense camp de concentration pour les autochtones⁹⁷ ». Ils soutiennent aussi explicitement la lutte armée, et citent en mars 1955 un tract de l'Armée de libération nationale (ALN)⁹⁸. Réaffirmant leur « soutien critique » aux nationalistes radicaux, ils fustigent début 1955 les communistes algériens et les nationalistes de l'UDMA comme des « légalistes » « à la figure de qui le peuple et les travailleurs algériens crachent leur suprême répulsion⁹⁹ ». Le discours du MLNA s'aligne alors en partie sur le langage nationaliste, et contraste fortement avec certains leitmotivs d'avant-guerre. D'une part, rompant avec la dénonciation de l'idée de nation comme un artifice, et ne se contentant plus de prendre acte de la force et du « contenu révolutionnaire » du nationalisme, Fernand Doukhan affirme en novembre 1955 que les anarchistes reconnaissent « la réalité de la nation algérienne¹⁰⁰ ». D'autre part, mettant fin au rejet radical du système électoral et du « parlementarisme bourgeois¹⁰¹ », l'instituteur appelle à l'élection libre d'un

93. Jacques Jurquet, *Années de feu. Algérie 1954-1956*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 49-83.

94. *Le Libertaire* du 11 novembre 1954. La FCL remplacera « terrorisme » par « révolte ».

95. ANOM, Préfecture de Constantine, 93 3 F 18 : rapport des RG de Constantine, 16 juillet 1955.

96. ANOM, Préfecture de Constantine, 93 4318 : rapport de la police de Constantine, 28 janvier 1955.

97. *Le Libertaire* du 25 novembre 1954.

98. *Le Libertaire* du 31 mars 1955.

99. *Le Libertaire* du 6 janvier 1955.

100. *L'École républicaine* de novembre 1955.

101. *Le Libertaire* du 14 juillet 1950.

parlement algérien qui négociera l'indépendance de l'Algérie – tout en affirmant qu'à celle-ci devra succéder une « guerre classe contre classe¹⁰² ».

Le second pôle d'activité du MLNA est l'action clandestine. Pour la police, Fernand Doukhan est isolé et se borne à la diffusion de propagande¹⁰³. En réalité, les militants actifs du MLNA à Alger se mettent au service de la direction clandestine du Mouvement national algérien (MNA). Créé à la fin 1954 à la suite de l'interdiction du MTLN, le MNA regroupe les partisans de Messali Hadj. Tout en prônant l'insurrection, ce dernier refuse de reconnaître la direction du FLN qui, issue elle aussi du MTLN, a déclenché la lutte armée indépendamment des deux tendances du MTLN (« messalistes » et « centralistes »). MNA et FLN, en concurrence pour la direction de la lutte d'indépendance, entrent dans une guerre intestine qui fait des milliers de morts, principalement parmi les militants de l'immigration¹⁰⁴. En Algérie, le FLN prend rapidement le dessus sur le MNA, et obtient le soutien, voire l'adhésion, des principales forces anticolonialistes. En métropole, où le MNA domine avant d'être progressivement marginalisé par le FLN, les courants trotskistes et anarchistes qui souhaitent se mettre au service des nationalistes se divisent entre les deux organisations¹⁰⁵.

En 1955-1956, en France, les anarchistes de la FCL, qui estiment visiblement que les partisans de Messali sont à la tête des maquis de l'ALN, choisissent de soutenir publiquement et clandestinement le MNA. Ils relaient dans *Le Libertaire* la propagande du MNA et offrent un soutien matériel à son organisation métropolitaine. En Algérie, leurs camarades du MLNA écrivent que l'« armée de libération » s'est constituée « hors des partis¹⁰⁶ », mais décident eux aussi de soutenir les messalistes, dont ils estiment qu'ils représentent la « grande majorité » du « peuple algérien¹⁰⁷ ». À Alger, Léandre Valero et Fernand Doukhan assurent un soutien logistique au MNA en tirant des tracts et en assurant des planques, des transports et une boîte aux lettres clandestine. Cependant, les anarchistes ne se positionnent pas dans la lutte entre FLN et MNA, et en France, la FCL apporte progressivement son soutien au FLN. En Algérie, c'est semble-t-il de sa propre initiative que Léandre Valero fournit une aide matérielle à des maquisards du FLN dans le Constantinois en 1955-1956, mais d'autres militants du MLNA entretiennent visiblement des liens avec des membres du FLN. Salah Derbal est probablement le frère de Omar Derbal, jeune marxisant qui a fui Constantine pour échapper à la répression avant de participer à des actions armées du FLN à Paris et de mourir dans un maquis de l'ALN dans l'Ouest algérien en décembre 1960¹⁰⁸. Lorsqu'il est interné en 1957-1958, Fernand Doukhan échange pour sa part des courriers avec Mohamed Farès, responsable enseignant de l'Union générale des travailleurs algériens, créée en 1956 par le FLN¹⁰⁹.

Les ressorts des décisions collectives et individuelles quant au soutien au MNA puis au FLN restent incertains, et on ne sait pas si les anarchistes de France et d'Algérie se sont concertés à ce sujet. À la différence de certains courants métropolitains engagés auprès du MNA ou du FLN, la FCL et le MLNA ne justifient pas leurs choix dans des documents de

102. *L'École républicaine* de novembre 1955.

103. ANOM, Préfecture d'Alger, 91 3 F 60 : rapports de la police et des RG d'Alger, 3 et 9 décembre 1954, et 9 juin 1955 ; 91 3 F 66 : rapport sur la FA, juillet 1955.

104. Paul-Marie Atger, « Le Mouvement national algérien à Lyon. Vie, mort et renaissance pendant la guerre d'Algérie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2009/4, n° 104, p. 107-122.

105. Nédjib Sidi Moussa, « Face à la guerre d'Algérie : transactions anticoloniales et reconfigurations dans la gauche française », *Diacronie*, n° 9, 1/2012, mis en ligne le 29 janvier 2012 ; S. Pattieu, *Les camarades des frères...*, op. cit., p. 53-67.

106. *Le Libertaire* du 30 décembre 1954.

107. *Le Libertaire* du 21 avril 1955.

108. Mostapha Ghribi, « Omar Derbal, mort d'un héros », *Ouest Info*, 7 janvier 2013. Salah Derbal était domicilié en 1952 rue Saffar, qui a pris le nom de Omar Derbal après l'indépendance.

109. ANOM, Préfecture d'Alger, 91 1 F 340.

l'époque, et ne semblent pas s'appuyer sur des considérations idéologiques. Leur choix initial de soutenir le MNA découle sans doute avant tout de liens interindividuels plus ou moins anciens avec des messalistes, tandis que leur basculement vers le FLN résulte peut-être simplement d'une volonté de se mettre au service du mouvement dont les forces sont les plus importantes.

À partir de juin 1955, il n'est plus question du MLNA dans *Le Libertaire* ni dans les rapports de police. Le mouvement n'est probablement plus actif en tant que tel jusqu'à l'été 1956, date à laquelle les militants décident de le dissoudre. Léandre Valero, qui a reçu un ordre de mobilisation dans une unité de réservistes de l'armée française, fuit alors l'Algérie¹¹⁰. Il retrouve à Paris son camarade Salah Derbal, qui a probablement quitté Constantine pour échapper à la répression en 1955-1956, et qui y revient vers 1960¹¹¹. Bien que signataire de plusieurs articles incendiaires depuis novembre 1954, Fernand Doukhan n'est pas visé par les premières vagues de répression contre les militants anticolonialistes. Après l'adoption des lois sur l'état d'urgence (avril 1955) et les pouvoirs spéciaux (mars 1956), des milliers de militants font en effet l'objet d'arrestations et de mesures administratives et judiciaires¹¹². Fernand Doukhan est finalement arrêté par l'armée lors de la « bataille d'Alger », à la suite de sa participation à la grève lancée par le FLN et le MNA le 28 janvier 1957. Interrogé et enfermé au « centre de tri » de Ben Aknoun durant dix jours, il n'est pas inculpé mais est interné durant quatorze mois au camp d'internement de Lodi, où les détenus sont majoritairement des communistes issus de famille européenne ou juive¹¹³.

Isolé parmi ces « staliniens », Fernand Doukhan est soutenu à distance par des anarchistes de France et du Maghreb. En janvier 1958, il reçoit du Maroc une longue lettre de son camarade Guy Martin, qui prouve que la question des alliances est loin d'être close. L'instituteur, qui se justifie auprès de son aîné d'être toujours anarchiste, lui décrit l'isolement des anarchistes au Maroc indépendant. Souhaitant rompre avec cet isolement et considérant qu'il faut « aller au prolétariat », il envisage l'entrée dans un Parti communiste marocain (PCM) s'il s'en constitue un nouveau. Il ajoute qu'au même titre que « la prise de conscience nationaliste », des régimes communistes sur le modèle de la Pologne de Gomulka ou de la Yougoslavie de Tito peuvent être appuyés « à titre d'étape », « malgré leur autoritarisme » :

« Songe enfin que le PCA est une vulgaire filiale du PCF (et en ce sens il a été colonialiste à sa manière) mais qu'il n'en sera pas toujours ainsi. Pour le PCM par exemple, les cadres français ont été décimés et s'il est encore moscoutaire, il est beaucoup moins francisé. [...] n'oublie pas que notre non conformisme nous oblige à peser toutes les idées sans les rejeter a priori. Ne penses-tu pas aussi que ta position face au PCA devrait être plus souple et que vous êtes tous sur la même galère, et qu'il faut aussi ménager les possibilités futures ? Je te laisse le soin de réfléchir là-dessus et de développer toi-même¹¹⁴. »

110. « Hommage : dernier témoin de l'anarchisme algérien, Léandre Valero s'en est allé », article de Guillaume Davranche mis en ligne sur le site d'Alternative Libertaire le 6 novembre 2011.

111. Entretien de l'auteur avec William Sportisse, Villejuif, 3 juin 2014.

112. Sylvie Thénault, *Une drôle de justice. Les magistrats dans la guerre d'Algérie*, Paris, La Découverte, 2001, p. 29-127.

113. Nathalie Funès, *Mon oncle d'Algérie*, op. cit., et *Le camp de Lodi. Algérie, 1954-1962*, Paris, Stock, 2012, 216 p.

114. Lettre de Guy Martin à Fernand Doukhan, 21 janvier 1958, déjà citée.

Nous ne connaissons pas la réponse de Fernand Doukhan, qui ne remet plus les pieds en Algérie après sa libération du camp de Lodi et son expulsion vers la France en mars 1958¹¹⁵.

La guerre d'indépendance met donc fin à l'existence du MLNA, mais aussi à la présence de ses ex-militants en Algérie. Après 1962, aucun d'entre eux ne pourra évaluer la pertinence de l'idée selon laquelle l'indépendance pouvait être une première étape vers l'anarchie. Ils ne pourront pas davantage se confronter à l'évolution de leurs problématiques de prédilection, telles que le poids social et politique de l'islam, le caractère « ingouvernable » de la Kabylie ou le rôle post-colonial de la « bourgeoisie nationaliste », appelées à être des questions politiques fondamentales en Algérie indépendante. Outre l'étonnement qui peut naître de la confrontation entre les réflexions stratégiques du mouvement et le nombre réel de ses militants, ces constats font du MLNA une « curiosité » dans l'histoire de l'Algérie colonisée. Groupusculaire en raison d'un discours difficilement audible dans la société coloniale, le MLNA n'en a pas moins fourni un apport original au mouvement anticolonialiste algérien, s'adaptant à la radicalisation du processus de décolonisation et joignant l'acte à la parole.

115. ANOM, Préfecture d'Alger, 91 1 F 340 : note sur Fernand Doukhan (sans date).



*Bibliothèque
anarchiste*

Pierre-Jean Le Foll Luciani
Anarchisme et décolonisation en Algérie. Le Mouvement libertaire nord-africain
(1950-1956)
2019

extrait le 25 septembre 2026 d'*Histoire Politique*, n°39

bibliotheque-anarchiste.com